

Lacunes dans l'enseignement de l'histoire Quand Jacques Cartier n'est plus qu'un pont...

MARTINE VEILLETTE

Qui sont Louis-Hippolyte La Fontaine, Jacques Cartier, Samuel de Champlain ou Louis-Joseph Papineau? Ce sont des ponts, des rues ou des stations de métro! Ces réponses, Serge Mainville, enseignant d'histoire en quatrième secondaire à l'école secondaire de Mortagne, les a entendues de la bouche de ses élèves.

«C'est un peu une caricature, mais les élèves identifient les personnes qui ont influencé la politique à des ponts ou des rues. La conception des personnages historiques est délaissée», mentionne le professeur d'histoire depuis 28 ans. Il trouve également que les élèves ont de la difficulté à créer des liens entre les divers éléments de l'histoire.

M. Mainville est en accord avec les conclusions de l'étude rédigée par l'historien Éric Bédard. Il croit qu'il y a un manque dans l'enseignement de l'histoire nationale davantage axé sur le volet social. «L'histoire est présentée à partir des petits groupes qui ont influencé, par exemple, les femmes et le syndicalisme. Les cours misent plus sur des aspects en particulier et moins sur le sens commun.»

D'académique à pédagogique

Il estime que les enseignants devraient davantage miser sur le contenu que sur l'aspect pédagogique. «Mais ce n'est pas de leur faute, ils été formés dans ce sens!» Selon lui, cette lacune vient en partie de la formation que reçoivent les futurs professeurs d'histoire à l'université.

«Quand j'ai suivi mon cours pour devenir enseignant, je devais suivre une mineure en pédagogie et une majeure en histoire. Là, les futurs enseignants sont davantage formés en pédagogie avec quelques cours d'histoire. Ils se servent de la pédagogie pour enseigner l'histoire. C'est une approche différente, on est passé d'un professeur académique à un professeur pédagogique», mentionne-t-il.

Ce phénomène fait en sorte que les enseignants ne sont pas toujours aptes à expliquer les phénomènes historiques

aux étudiants. M. Mainville s'en rend compte avec ses collègues plus jeunes. «Ils en savent seulement un peu plus que le manuel. Certains n'abordent pas un sujet, d'autres doivent revenir plus tard sur une question d'un élève après avoir cherché dans des livres. Ils devraient être capables de répondre aux questions ou de référer les jeunes vers des ressources», indique l'enseignant.

Malgré tout, il ne rejette pas la faute sur ces enseignants qui ont suivi la formation donnée par l'État. Il croit qu'il serait préférable pour les élèves de revenir à l'ancienne formule. Pour le moment, il affirme que les enseignants sont davantage des techniciens de l'enseignement.

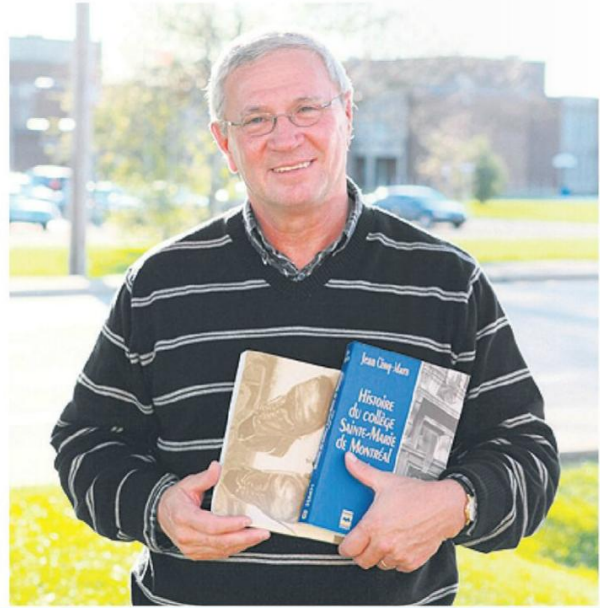
Un programme décousu

Le programme, tel que proposé par le ministère de l'Éducation depuis la réforme, ne permet pas aux jeunes d'acquérir les connaissances en histoire. Le programme présente l'histoire de façon thématique.

«En se basant sur un thème, par exemple l'économie, on passe toute l'histoire à partir des Amérindiens. On recommence avec un autre thème, toujours en partant des Amérindiens. C'est redondant pour les élèves et ça ne leur permet pas de faire des liens. Ce

serait plus simple si, en troisième secondaire, ils voyaient l'histoire des Amérindiens jusqu'aux Patriotes et en quatrième secondaire, des Patriotes à aujourd'hui. Ce serait plus facile pour eux de faire les liens», souligne le professeur.

Pour pallier ce problème, les enseignants ajustent leur matière en déplaçant certains éléments au courant de l'année. L'important est d'amener les élèves à réussir l'examen du ministère. Examen que les élèves de l'école secondaire de Mortagne réussissent bien, selon M. Mainville. Cependant, bien que les élèves soient aptes à répondre aux questions du ministère, ça ne veut pas automatiquement dire qu'ils connaissent bien l'histoire du Québec, selon lui. «C'est un sujet à débattre!»



Serge Mainville enseigne l'histoire depuis 28 ans et croit qu'il y a des lacunes depuis les dernières années.

L'histoire, c'est politique

Pour Monique Pausé, présidente du Syndicat de l'enseignement de Champlain, l'enseignement de l'histoire est d'abord et avant tout une question politique. Ce sont les choix du gouvernement en place. L'étude de l'historien Éric Bédard révèle des faits alarmants et qui parlent, selon elle.

«Quand on voit dans le rapport les chiffres sur le nombre de cours d'histoire reçus à l'université, ça

parle! Les faits dans l'étude parle d'eux-mêmes. C'est aux décideurs politiques de faire un changement», soutient-elle. Elle ne veut pas se prononcer sur le programme universitaire donné aux futurs enseignants d'histoire, puisque ce n'est pas le mandat du syndicat.

Les faits relevés dans l'étude sont suffisants pour alarmer tous les Québécois. «C'est notre mémoire qui est en jeu!» (MV)